

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.392/2
DU 4 MAI 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le 6 avril 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 28 mars 1996 relatif au droit à rémunération pour copie privée des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Ainsi que l'expose le rapport au Roi, le projet à l'examen tend notamment à modifier l'arrêté royal du 28 mars 1996 relatif au droit à rémunération pour copie privée des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles afin

"de prendre en compte l'évolution technologique qui permet à de nouveaux appareils et supports mis en circulation sur le territoire national par les redevables et dont la capacité de reproduire des oeuvres sonores et/ou audiovisuelles peut varier de quelques centaines de Mégabytes [...] à quelques milliers de Gigabytes [...]".

Dans la version actuellement en vigueur de l'arrêté royal précité du 28 mars 1996, son article 2, § 1^{er}, fixe le montant de la rémunération pour copie privée :

- s'agissant des "appareils" : à un pourcentage de 3 % sur le prix de vente pratiqué par le fabricant, l'acquéreur intracommunautaire ou l'importateur ⁽¹⁾;

⁽¹⁾ Article 2, § 1^{er}, premier tiret, de l'arrêté royal précité du 28 mars 1996.

- s'agissant des "supports" :
 - . soit, pour certains d'entre eux, à un tarif lié à la durée de l'enregistrement qu'ils autorisent ⁽²⁾;
 - . soit, pour d'autres, à un forfait par unité ⁽³⁾.

En vertu du projet à l'examen, tant pour les "appareils" que pour les "supports" permettant cette reproduction, les paragraphes 1^{er} et 3 de l'article 2 en projet fixent un montant forfaitaire de la rémunération pour copie privée en fonction des types d'appareils et de supports concernés, ce montant pouvant varier en fonction de "la capacité de stockage" pour certains d'entre eux.

La notion de "capacité de stockage" vient également s'inscrire dans le dispositif de l'arrêté royal précité du 28 mars 1996 organisant les renseignements à fournir à la société de gestion de droits respectivement pour les "supports" et les "appareils" mis en circulation sur le territoire national, cette notion de "capacité de stockage" remplaçant celle, dépassée techniquement, de "durée d'enregistrement" ⁽⁴⁾ et celle, dorénavant inopérante dans le nouveau système mis sur pied, de "prix de vente pratiqué par le redevable" ⁽⁵⁾.

⁽²⁾ Article 2, § 1^{er}, deuxième à quatrième tirets, de l'arrêté royal précité du 28 mars 1996.

⁽³⁾ Article 2, § 1^{er}, cinquième et sixième tirets, de l'arrêté royal précité du 28 mars 1996.

⁽⁴⁾ Article 5, § 2, alinéa 1^{er}, 1/, en projet de l'arrêté royal précité du 28 mars 1996 (article 4, a), du projet); article 6, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal précité du 28 mars 1996 (article 5 du projet).

⁽⁵⁾ Article 5, § 2, alinéa 1^{er}, 2/, de l'arrêté royal précité du 28 mars 1996 (article 4, b), du projet); abrogation de l'article 3, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal précité du 28 mars 1996 par l'article 3 du projet; abrogation de l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté royal précité du 28 mars 1996 par l'article 6 du projet.

2. Le Roi puise Son pouvoir de fixer le montant de la rémunération pour la reproduction privée des oeuvres et prestations des auteurs, artistes-interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles à l'article 56, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins, qui dispose ce qui suit :

"La rémunération visée à l'article 55 est fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres et est calculée en fonction du prix de vente pratiqué par le fabricant, l'acheteur intra-communautaire ou l'importateur des appareils permettant la reproduction des oeuvres protégées et, le cas échéant, en fonction du prix des supports."

L'avant-projet de loi modifiant, en ce qui concerne le statut et le contrôle des sociétés de gestion des droits, la loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins, faisant l'objet d'un avis 46.391/2 rendu ce jour par la section de législation du Conseil d'État, contient un article 43, aux termes duquel

"L'article 56, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins est interprété comme permettant au Roi de déterminer la rémunération pour copie privée par un montant forfaitaire qui tient compte du prix de vente moyen des appareils et des supports soumis à ladite rémunération".

3.1. Compte tenu de l'habilitation contenue à l'article 56, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 30 juin 1994, le projet à l'examen appelle les observations suivantes.

3.2. S'agissant de la rémunération pour copie privée applicable aux "appareils", cette disposition, même interprétée selon l'article 43 de l'avant-projet de loi dont il vient d'être question, ne prévoit pas la possibilité de la fixer en fonction d'un critère autre que le "prix de vente" pratiqué.

Dans l'état actuel de la législation, le Roi ne peut donc déterminer cette rémunération en fonction de la "capacité de stockage" des "appareils", sauf si la notion de "prix de vente moyen", résultant de l'interprétation issue de l'article 43 précité, pouvait être considérée en lien avec ladite capacité, ce qui n'apparaît pas à une première analyse. En outre, si ce lien est établi, il conviendrait de justifier le traitement différent des opérateurs qui mettent en circulation des appareils dont la capacité de stockage et le prix

moyen de vente seraient proches mais appartiendraient à des catégories différentes de fixation du taux de la rémunération ⁽⁶⁾.

3.3. S'agissant de la rémunération pour copie privée applicable aux "supports", l'article 56, alinéa 1^{er}, *in fine*, de la loi précitée du 30 juin 1994 se réfère également au critère de leur prix pour la détermination de la rémunération en cause.

Seul un recours aux travaux préparatoires de cette disposition permettrait d'admettre que les mots "le cas échéant" y ont été insérés afin de rendre possible la prise en compte d'autres critères, notamment leur capacité de stockage ⁽⁷⁾. Le texte du dispositif ne permet pas immédiatement pareille interprétation et ne correspond au demeurant pas à certaines des propositions de texte non retenues qui avaient été faites pendant les travaux préparatoires à l'article 56, alinéa 1^{er}, précité pour renvoyer, explicitement quant à eux, à la capacité d'enregistrement des supports ⁽⁸⁾.

Il en résulte un doute quant à l'admissibilité de l'utilisation, par l'auteur du projet, du critère de la "capacité de stockage" dans le texte à l'examen en ce qui concerne les "supports".

3.4. S'agissant, tant pour les "appareils" que pour les "supports", du système forfaitaire tenant compte du prix de vente moyen, il est renvoyé à l'observation formulée sur l'article 43 de l'avant-projet de loi faisant l'objet de l'avis 46.391/2, précité.

3.5. Il ne paraît y avoir guère d'autre solution pour résoudre les difficultés qui viennent d'être mises en lumière, lesquelles pourraient être la source d'un important contentieux, que de modifier l'article 56, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 30 juin 1994 en

⁽⁶⁾ Ainsi, par exemple, les appareils mentionnés à l'article 2, § 1^{er}, 2/, a) et b), sont soumis respectivement à une rémunération de 3,30 euros et de 10,75 euros, même si leur capacité de stockage, respectivement "inférieure ou égale à 256 Gb" et "supérieure à 256 Gb", n'est pas éloignée.

⁽⁷⁾ Voir notamment les rapports des Commissions de la Justice du Sénat (*Doc. parl.*, Sénat, 1988, n/ 329/1, pp. 255 à 259 et 344) et de la Chambre des représentants (*Doc. parl.*, Chambre, 1993-1994, n/ 473/33, pp. 278 à 286, 334 et 335) sur la proposition et le projet qui ont précédé l'adoption de la loi précitée du 30 juin 1994.

⁽⁸⁾ *Ibidem*.

y habilitant le Roi à fixer la rémunération sans fixer de critère particulier ⁽⁹⁾, la mise en oeuvre de pareille habilitation devant être assurée dans le respect du principe d'égalité.

4. C'est sous réserve de ce qui précède que sont formulées les observations particulières qui suivent.

Observations particulières

Article 2

1. L'article 2, § 2, en projet dispose que :

"La rémunération pour copie privée applicable aux ordinateurs permettant la reproduction d'oeuvres sonores et/ou audiovisuelles est fixée à 0 euro.".

Dans son avis 24.889/2, donné le 6 février 1996, sur le projet devenu l'arrêté royal précité du 28 mars 1996, le Conseil d'État a fait observer ce qui suit au sujet d'une disposition analogue :

"Il résulte des alinéas 1^{er} et 2 de l'article 55 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins que les auteurs, les artistes-interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles ont droit à une rémunération pour la reproduction privée de leurs oeuvres et prestations et que cette rémunération doit être versée lors de la mise en circulation sur le territoire national de supports utilisables pour la reproduction d'oeuvres sonores et audiovisuelles ou d'appareils permettant cette reproduction. La loi ne contient pas d'habilitation qui permettrait au Roi d'établir des exceptions à ces règles.

En conséquence, il n'est pas au pouvoir du Roi de prévoir, comme l'envisage le paragraphe 3 de l'article 3bis en projet, que «la rémunération pour copie privée applicable aux supports informatiques utilisables pour la reproduction d'oeuvres sonores et audiovisuelles ainsi qu'aux appareils informatiques permettant cette reproduction est fixée à 0 pour cent du prix de vente pratiqué par le fabricant,

⁽⁹⁾ C'est d'ailleurs en ce sens que l'article 56 a été modifié par l'article 15 de la loi du 22 mai 2005 transposant en droit belge la Directive européenne 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (voir l'alinéa 6, de la nouvelle disposition). L'article 15 de la loi précitée du 22 mai 2005 n'est toutefois pas encore entré en vigueur.

l'acquéreur intracommunautaire ou l'importateur de ces supports ou appareils», c'est-à-dire, en réalité, d'accorder une exemption de rémunération pour ces supports et ces appareils.

Certes, la question peut se poser si la rémunération prévue par la loi est due, dans le cas d'appareils et de supports qui, pour reprendre les termes employés par le rapport au Roi à propos des appareils et supports informatiques, «ne sont pas actuellement utilisés de façon significative pour la reproduction privée d'oeuvres sonores et d'audiovisuelles». Mais il s'agit là d'un problème d'interprétation de la loi, que le Roi n'a pas le pouvoir de trancher.

Le paragraphe 3 doit donc être omis.

[...]»⁽¹⁰⁾.

Cette observation est applicable à la disposition à l'examen.

2. Au paragraphe 4 en projet, le pouvoir de décider s'il y a lieu de procéder à une indexation des montants ne peut être conféré qu'au Roi, et non au ministre.

La disposition doit être revue en ce sens.

⁽¹⁰⁾ Avis 24.889/2, donné le 6 février 1996, sur le projet devenu l'arrêté royal précité du 28 mars 1996, observation n° 3 sur l'article 2 (Moniteur belge, 6 avril 1996). Dans son avis 34.780/2 donné le 18 mars 2003 sur le projet devenu l'arrêté royal du 4 avril 2003 portant modification de l'arrêté royal du 28 mars 1996 relatif au droit à rémunération pour copie privée des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles, le Conseil d'État a également fait observer que ce type de disposition, applicable aux "appareils informatiques", était de nature à créer une différence de traitement par rapport aux opérateurs redevables de rémunérations sur des supports permettant le même type de reproduction privée, nécessitant une justification au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Messieurs	G. KEUTGEN,	assesseurs de la section de législation,
	G. de LEVAL,	
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.392/2
VAN 4 MEI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 april 2009 door de Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 maart 1996 betreffende het recht op vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik voor de auteurs, de uitvoerende kunstenaars en de producenten van fonogrammen en van audiovisuele werken", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Zoals wordt uiteengezet in het verslag aan de Koning, strekt het voorliggende ontwerp inzonderheid tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 maart 1996 betreffende het recht op vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik voor de auteurs, de uitvoerende kunstenaars en de producenten van fonogrammen en van audiovisuele werken, om

"de technologische evolutie van nieuwe apparaten en dragers die door de bijdrageplichtigen op het nationale grondgebied in de handel worden gebracht, in aanmerking te nemen. De capaciteit van deze nieuwe apparaten en dragers om geluids- en/of audiovisuele werken te reproduceren kan variëren van enkele honderdtallen Megabytes (...) tot enkele duizenden Gigabytes (...)."

In de thans geldende versie van het voornoemde koninklijk besluit van 28 maart 1996, wordt in artikel 2, § 1, het bedrag van de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik vastgesteld op :

- wat "apparaten" betreft : een percentage van 3% van de verkoopprijs aangerekend door de fabrikant, de intracommunautaire aankoper of de invoerder ⁽¹⁾;
- wat "dragers" betreft :

⁽¹⁾ Artikel 2, § 1, eerste streepje, van het voornoemde koninklijk besluit van 28 maart 1996.

- ofwel, voor sommige ervan, een tarief dat afhangt van de opnameduur die die dragers mogelijk maken ⁽²⁾;
- ofwel, voor andere, een vast bedrag per eenheid ⁽³⁾.

Volgens de paragrafen 1 en 3 van het ontworpen artikel 2 van het voorliggende ontwerp wordt zowel voor "apparaten" als voor "dragers" die zulk een reproductie mogelijk maken, een vast bedrag vastgesteld voor de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik naargelang van de soorten apparaten en de soorten dragers waar het om gaat, waarbij dat bedrag voor sommige ervan kan variëren naargelang van de "opslagcapaciteit".

Het begrip "opslagcapaciteit" wordt ook ingevoerd in het dispositief van het voornoemde koninklijk besluit van 28 maart 1996 dat voorschrijft welke inlichtingen respectievelijk voor de "apparaten" en voor de "dragers" die op het nationale grondgebied in de handel worden gebracht, aan de vennootschap voor het beheren van rechten verstrekt moeten worden, waarbij dat begrip "opslagcapaciteit" in de plaats komt van het technisch achterhaalde begrip "opnameduur" ⁽⁴⁾ en van het begrip "door de bijdrageplichtige aangerekende verkoopprijs", dat in het nieuw ingevoerde systeem niet meer werkbaar is ⁽⁵⁾.

2. De Koning ontleent Zijn bevoegdheid om het bedrag te bepalen van de vergoeding voor het reproduceren voor eigen gebruik van werken en prestaties van

⁽²⁾ Artikel 2, § 1, tweede tot vierde streepje, van het voornoemde koninklijk besluit van 28 maart 1996.

⁽³⁾ Artikel 2, § 1, vijfde en zesde streepje van het voornoemde koninklijk besluit van 28 maart 1996.

⁽⁴⁾ Artikel 5, § 2, eerste lid, 1/, van het voornoemde koninklijk besluit van 28 maart 1996 (artikel 4, a), van het ontwerp); ontworpen artikel 6, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit. van 28 maart 1996.

⁽⁵⁾ Artikel 5, § 2, eerste lid, 2/, van het voornoemde koninklijk besluit van 28 maart 1996 (artikel 4, b), van het ontwerp); opheffing van artikel 3, § 3, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 28 maart 1996 bij artikel 3 van het ontwerp; opheffing van artikel 8, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 28 maart 1996 bij artikel 6 van het ontwerp.

auteurs, uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen en van audiovisuele werken aan artikel 56, eerste lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, dat het volgende bepaalt :

"De vergoeding bedoeld in artikel 55 wordt vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit en wordt berekend op de verkoopprijs die wordt aangerekend door de fabrikant, de intra-communautaire aankoper of de invoerder van de apparaten waarmee de beschermde werken gereproduceerd kunnen worden en desgevallend van de drager."

Het voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wat het statuut van en de controle op de vennootschappen voor het beheer van de rechten betreft, onderzocht in advies 46.391/2, dat heden door de afdeling wetgeving van de Raad van State is uitgebracht, bevat een artikel 43, luidens hetwelk :

"Artikel 56, eerste lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wordt aldus uitgelegd dat het de Koning toestaat om de vergoeding voor het kopiëren voor het eigen gebruik te bepalen door middel van een forfaitair bedrag dat rekening houdt met de gemiddelde verkoopprijs van de apparaten en dragers, die onderworpen zijn aan de bovengenoemde vergoeding."

3.1. Gezien de machtiging vervat in artikel 56, eerste lid, van de voornoemde wet van 30 juni 1994, geeft het voorliggende ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

3.2. Wat de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik betreft die geldt voor "apparaten", schept die bepaling, zelfs indien ze uitgelegd wordt volgens artikel 43 van het zonet genoemde voorontwerp van wet, niet de mogelijkheid om de vergoeding te bepalen overeenkomstig een andere maatstaf dan de aangerekende "verkoopprijs".

Bij de huidige stand van de wetgeving kan de Koning die vergoeding dus niet vaststellen op basis van de "opslagcapaciteit" van de "apparaten", tenzij het begrip "gemiddelde verkoopprijs", dat volgt uit de uitlegging ontstaan uit het voornoemde artikel 43, geacht kan worden samen te hangen met die capaciteit, wat op het eerste

.../...

gezicht niet blijkt. Bovendien moet, indien die samenhang vaststaat, het verschil in behandeling gewettigd worden van marktdeelnemers die apparaten in de handel brengen waarvan de opslagcapaciteit en de gemiddelde verkoopprijs nauw samenhangen, maar die onder verschillende categorieën vallen voor het vaststellen van het tarief van de vergoeding ⁽⁶⁾.

3.3. Wat de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik betreft die geldt voor "dragers", wordt in artikel 56, eerste lid, *in fine*, van de voornoemde wet van 30 juni 1994 ook verwezen naar het criterium van de prijs daarvan voor het bepalen van de betreffende vergoeding.

Alleen op de grondslag van de parlementaire voorbereiding van die bepaling kan ervan uitgegaan worden dat het woord "desgevallend" daarin is ingevoegd om het mogelijk te maken andere criteria in aanmerking te nemen, onder meer hun opslagcapaciteit ⁽⁷⁾. Die interpretatie valt niet meteen af te leiden uit de tekst van het dispositief en deze tekst stemt overigens niet overeen met sommige niet-gehandhaafde tekstvoorstellen gedaan tijdens de parlementaire voorbereiding van het genoemde artikel 56, eerste lid, en die ertoe strekten uitdrukkelijk wat die dragers betreft, naar de opslagcapaciteit van de dragers te verwijzen ⁽⁸⁾.

Er blijft dan ook twijfel bestaan omtrent de vraag of de steller van het ontwerp in de voorliggende tekst het criterium "opslagcapaciteit" mag gebruiken met betrekking tot de "dragers".

3.4. In verband met zowel de "apparaten" als de "dragers", voor wat het stelsel van vaste bedragen betreft, dat de gemiddelde verkoopprijs incalculeert, wordt

⁽⁶⁾ Zo bijvoorbeeld moet voor de apparaten genoemd in artikel 2, § 1, 2/, a) en b), respectievelijk een vergoeding van 3,30 euro en 10,75 euro worden betaald, ook al is opslagcapaciteit daarvan, die respectievelijk "minder of gelijk is aan 256 Gb" en "hoger is dan 256 Gb", niet zo verschillend.

⁽⁷⁾ Zie inzonderheid de verslagen van de Commissies voor de Justitie van de Senaat (*Parl. St.*, Senaat, 1988, nr. 329/1, 255 tot 259 en 344) en van de Kamer van volksvertegenwoordigers (*Parl.St.*, Kamer, 1993-1994, nr. 473/33, 278 tot 286, 334 en 335) betreffende het voorstel en het ontwerp die voorafgegaan zijn aan de goedkeuring van de voornoemde wet van 30 juni 1994.

⁽⁸⁾ *Ibidem*.

verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 43 van het voorontwerp van wet dat onderzocht is in het voornoemde advies 46.391/2.

3.5. Als oplossing voor de zojuist genoemde moeilijkheden, die tot een grootschalig geschil zouden kunnen leiden, lijkt er zo goed als niets anders op te zitten dan artikel 56, eerste lid, van de voormelde wet van 30 juni 1994 te wijzigen en de Koning daarin te machtigen om de vergoeding zonder enig bijzonder criterium vast te stellen ⁽⁹⁾, waarbij ervoor gezorgd moet worden dat die machtiging wordt aangewend met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel.

4. De bijzondere opmerkingen die hierna volgen, worden gemaakt onder voorbehoud van wat voorafgaat.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 2

1. Het ontworpen artikel 2, § 2, bepaalt :

"De vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik die van toepassing is op de computer die kan worden aangewend voor de reproductie van geluidswerken en audiovisuele werken wordt vastgesteld op 0 euro."

In zijn advies 24.889/2 van 6 februari 1996 over het ontwerp dat het voormelde koninklijk besluit van 28 maart 1996 is geworden, heeft de Raad van State in verband met een soortgelijke bepaling het volgende opgemerkt :

"Uit artikel 55, eerste en tweede lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten blijkt dat de auteurs, de uitvoerende kunstenaars en de producenten van fonogrammen en van audiovisuele

⁽⁹⁾ Artikel 56 is overigens in die zin gewijzigd bij artikel 15 van de wet van 22 mei 2005 houdende de omzetting in Belgisch recht van de Europese Richtlijn 2001/29/EG van 22 mei 2001 betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij (zie het zesde lid van de nieuwe bepaling). Artikel 15 van de voormelde wet van 22 mei 2005 is echter nog niet in werking getreden.

werken recht hebben op een vergoeding voor de reproductie voor eigen gebruik van hun werken en prestaties en dat die vergoeding betaald dient te worden op de dag dat dragers die gebruikt kunnen worden voor het reproduceren van geluidswerken en audiovisuele werken of apparaten waarmee de reproductie mogelijk wordt, op het nationale grondgebied in de handel worden gebracht. De wet bevat geen machtiging waarmee de Koning uitzonderingen op die voorschriften kan maken.

Bijgevolg is de Koning niet bevoegd om, gelijk gesteld wordt in paragraaf 3 van het ontworpen artikel 3*bis*, te bepalen dat «de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik betreffende geïnformatiseerde dragers die kunnen worden aangewend voor de reproductie van geluidswerken en audiovisuele werken, alsmede die inzake informatica-apparatuur welke een dergelijke reproductie mogelijk maakt, (...) vastgesteld (wordt) op 0 percent van de verkoopprijs aangerekend door de fabrikant, de intracommunautaire aankoper of de invoerder van die dragers of apparaten», dit wil zeggen om feitelijk voor die dragers en die apparaten vrijstelling van vergoeding te verlenen.

Weliswaar kan de vraag rijzen of de bij de wet voorgeschreven vergoeding verschuldigd is wanneer het gaat om apparaten en dragers die, zoals in het verslag aan de Koning in verband met de geïnformatiseerde apparaten en dragers woordelijk staat, «thans evenwel niet op betekenisvolle wijze aangewend (worden) voor de produktie (sic) voor eigen gebruik van geluidswerken en audiovisuele werken». Het betreft echter een aangelegenheid van uitlegging van de wet, voor het beslechten waarvan de Koning niet bevoegd is.

Paragraaf 3 moet dus vervallen".

[...] ⁽¹⁰⁾.

Die opmerking is toepasselijk op de onderzochte bepaling.

⁽¹⁰⁾ Advies 24.889/2 van 6 februari 1996 over het ontwerp dat het voormelde koninklijk besluit van 28 maart 1996 is geworden, opmerking nr. 3 over artikel 2 (Belgisch Staatsblad, 6 april 1996). In zijn advies 34.780/2 van 18 maart 2003 over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 4 april 2003 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 28 maart 1996 betreffende het recht op vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik voor de auteurs, de uitvoerende kunstenaars en de producenten van fonogrammen en van audiovisuele werken heeft de Raad van State ook opgemerkt dat dit soort bepaling, die van toepassing is op computerapparatuur, een verschil in behandeling kon doen ontstaan ten opzichte van bijdrageplichtigen die vergoedingen moeten betalen op dragers die hetzelfde soort private reproductie mogelijk maken, wat in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet moet worden gerechtvaardigd.

2. Wat de ontworpen paragraaf 4 betreft, kan de bevoegdheid om te beslissen of de bedragen geïndexeerd moeten worden, alleen worden opgedragen aan de Koning, en niet aan de minister.

De bepaling moet in die zin worden herzien.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heren	G. Keutgen,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	G. de LEVAL,	
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS